



# INFLEXIBLES !

Journal mural de l'Union Locale CNT de Marseille. SAM-CNT- juin 2009

## REPRESSION : À QUI LE TOUR ?

La répression sévit dans tous les domaines de nos vies, elle frappe des syndicalistes, des manifestants, des Étrangers, des militants associatifs, des chômeurs en lutte...

Ni sourde ni aveugle, elle est l'outil des puissants au service de la régression sociale qu'ils nous imposent.

A Marseille, à Toulouse, à Montpellier, à Paris... les pressions de toute sorte contre les enseignants désobéisseurs s'intensifient et les sanctions financières à leur encontre ne cessent de pleuvoir. Au lieu d'engager le dialogue dans un esprit constructif, les Inspections Académiques s'enferment dans une répression visant à faire rentrer dans le rang les enseignants qui refusent d'appliquer les dispositifs et les programmes pédagogiques qui remettent en cause le sens profond de leur travail. Malgré cette répression, les enseignants désobéisseurs n'abandonnent pas leurs convictions pour faire vivre, chaque jour, une école de la solidarité et de la réussite pour tous. Ils ont le soutien des parents d'élèves. Une caisse de solidarité a été mise en place afin de leur permettre de ne pas céder.

### Soutenons Erwan Redon !

En matière de répression, l'Inspection Académique des Bouches-du-Rhône, est un véritable laboratoire au zèle appuyé. Cet inspecteur d'académie s'est

déjà illustré pour avoir le premier, lourdement sanctionné financièrement les désobéisseurs du département, contesté des préavis de grève pourtant légaux, programmé une sanction administrative à l'encontre de deux professeurs des écoles pour le simple fait d'avoir participé avec des collègues grévistes à une «délégation sauvage» chez une inspectrice de circonscription...

Aujourd'hui, un pas extrêmement grave est franchi avec la convocation, le 7 juillet prochain, d'Erwan Redon, professeur des écoles marseillais, devant un conseil de discipline pour « insuffisance professionnelle ». Il risque tout simplement la révocation ! Derrière ce motif fantaisiste c'est bel et bien la volonté de casser du militant qui transparait. Il faut dire que Ewan est la cible idéale pour faire un exemple : militant syndical et pédagogique, militant du Collectif Anti-Hiérarchie, il refuse l'inspection depuis 2005, aujourd'hui « désobéisseur » aux réformes actuelles du primaire (AP, évaluations...), il dénonce le fichier Base-élèves. Nous sommes aux côtés d'Erwan, tout simplement parce que son combat contre une école « marchandisée » et caporalisée est aussi le nôtre. De plus il nous apparait que la révocation pour motifs syndicaux ou liés aux luttes (cachés derrière un motif bidon) serait une dangereuse première qu'il faut à tout prix éviter. La **Fédération des Travailleurs de l'éducation de la CNT** et son syndicat départemental 13 demandent à l'IA 13 l'abandon des sanctions disciplinaires contre Erwan et l'ensemble des collègues désobéisseurs et appellent à participer à la mobilisation en soutenant les initiatives impulsées par son comité de soutien.



Flint Timpelton <http://www.rtiart.org/>



l'Union Locale CNT de Marseille

# Répression de l'action syndicale à La Poste : on ne se laisse pas faire !

La Fédération de la CNT PTT est née il y a presque 30 ans et a bénéficié des droits syndicaux de base, elle a toujours refusé de rentrer dans la cogestion, elle ne se présentait pas aux élections et privilégiait l'action directe. Le 27 janvier 2006, la direction et les syndicats de La Poste signent un accord sur le droit syndical prévoyant notamment l'obligation de la présentation aux élections paritaires et professionnelles et excluant donc de fait la CNT. Le 15 mai 2009, le Conseil d'Etat saisi par la Fédération CNT PTT rend sa décision : l'accord est annulé, la Fédération CNT PTT est confortée dans son droit.

**Nous ne tirons aucune gloire de cette décision de la justice bourgeoise** mais nous réjouissons par contre que notre militantisme et nos revendications puissent à nouveau toucher l'ensemble des salariés de La Poste, à savoir :

- Pour le maintien de La Poste dans le Service Public.
- Pour le retour de l'acheminement et de la distribution du courrier sous monopole : seul le monopole permet de réaliser la péréquation sociale et tarifaire.
- Pour l'intégration des travailleurs des entreprises privées de distribution de courrier dans La Poste,
- Pour la suppression des différentes branches et le retour à une seule entité,
- Pour le maintien, notamment en zone rurale, des bureaux de poste de plein exercice avec réintégration dans la Poste des Agences Postales communales,
- Pour un seul Statut pour le personnel : celui qui offre le plus de garantie pour lui, c'est à dire celui de Fonctionnaire, avec titularisation immédiate et

sur place des travailleurs de droit privé,  
- Pour l'arrêt de tous les plans de casse : comme « facteur d'avenir »,

**Solidarité face à la Répression  
Liberté Syndicale !**

Contact : <http://www.cnt-f.org/fedeptt>



Rini Timpleton <http://www.riniart.org/>

Lundi 18 mai 2009, Forcalquier.

## Une agression policière de plus !

*Johanna, François, Samuel et Hélène sont arrêtées à l'aube : leurs domiciles sont perquisitionnés, leurs ordinateurs saisis et sont mis en garde à vue à Marseille.*

*Leur crime : la diffusion par mail d'une photo - sans indication de lieu - montrant un tract - celui du Comité de Sabotage de l'Antiterrorisme de Forcalquier appelant à une soirée de soutien aux inculpés du 11 novembre - sous une sonnette d'entrée - celle du domicile du chef du renseignement intérieur - DCRI. Ce clin d'oeil un peu potache devient, pour justifier les garde à vue, des "menaces" à l'encontre d'une "personne dépositaire de l'autorité" !*

*A 18 h une cinquantaine de personnes se rassemblent en solidarité devant "l'Évêché". Là, Bruno est arrêté dans la soirée (et y restera 42 heures !). Les 4 de Forcalquier sont libéré(e)s le lendemain soir.*

*À Rouen, trois personnes "proches de Julien Coupat" sont interpellées par la Sous-Direction Anti-Terroriste) et libérées après 3 jours de garde à vue. Cette mise en spectacle politico-médiatique de l'antiterrorisme n'est pas seulement grotesque ; elle est une nouvelle imposture policière pour la guerre sociale à venir.*

**Toute personne qui décide de ne pas plier devant les injonctions de l'État et du patronat est une cible potentielle.**

Si la répression et la régression sociale sont les deux bras armés du pouvoir qui tente de nous isoler pour tirer de notre sueur encore plus de profit, **notre solidarité s'impose partout pour créer et renforcer les liens entre ceux qui ne baissent pas la tête. Elle est l'outil essentiel de qui se bat pour une société sans classe, débarrassée des flics et des patrons, libre !**



Union Locale Syndicats Autogestionnaires de Marseille CNT  
12, Rue de l'évêché 13002 Marseille [sam@cnt-f.org](mailto:sam@cnt-f.org) <http://www.cnt-f.org/sam>  
Permanences 1er et 3eme samedi du mois de 14h à 17h

# INFLEXIBLES !